

### SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

#### LE GOUVERNEMENT ET LE RAPPORT DU CONSEIL DU BIEN-ÊTRE CONCERNANT LA JEUNESSE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Quelle mesure prend son ministère à la suite du récent rapport du Conseil canadien du bien-être sur la jeunesse errante?

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Je prends note de cette question, monsieur le président.

### LE CODE CRIMINEL

#### DEMANDE DE MODIFICATIONS RELATIVES À L'ARRESTATION ARBITRAIRE ET AU VAGABONDAGE

[Traduction]

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, j'ai à poser une question au ministre de la Justice. Va-t-il, au cours de la session actuelle, présenter une mesure législative modifiant le Code criminel, pour y inclure l'arrestation arbitraire et le vagabondage?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Oui, monsieur l'Orateur. Très bientôt, je présenterai à la Chambre un bill sur le cautionnement, qui portera sur le cautionnement, l'arrestation et la sommation à comparaître.

### LA FISCALITÉ

#### LE LIVRE BLANC SUR LA RÉFORME—LE RETOUR DU MINISTRE DES FINANCES À LA CHAMBRE

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Quand le ministre des Finances reprendra-t-il son fauteuil, afin que nous puissions en revenir au Livre blanc?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je pense qu'il devrait être de retour à la Chambre demain. Je vérifierai.

**M. Bell:** Monsieur l'Orateur, le premier ministre nous dirait-il s'il attend une réduction de ces dépenses de \$190,000, au retour du ministre des Finances?

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU LAC DES ESCLAVES—LES NÉGOCIATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre.

[M. l'Orateur.]

tre de l'Expansion économique régionale. Pourrait-il nous dire quand ses fonctionnaires envisagent de conclure leurs négociations avec le gouvernement provincial quant au projet d'aménagement du lac des Esclaves?

**M. l'Orateur:** Je doute de l'urgence de la question du député, mais on pourrait peut-être permettre au ministre d'y répondre.

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, je ne peux malheureusement pas encore donner de date précise, mais j'espère que ce sera d'ici quelques semaines.

### LA NAVIGATION

#### LA SÉCURITÉ ET L'ÉQUIPAGE DES REMORQUEURS DE LA CÔTE OUEST

[Traduction]

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre du Travail quand le rapport Elestrom—il s'agit d'une étude du ministère du Travail sur la sécurité et l'équipage des remorqueurs de la côte ouest—sera mis à la disposition du grand public?

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Peut-être jamais, monsieur l'Orateur. Il n'a jamais été question de le mettre à la disposition du grand public. Il était destiné à renseigner le ministre du Travail, le ministre des Transports et certains hauts fonctionnaires sur les conditions qui règnent dans le service des remorqueurs en Colombie-Britannique. Cependant, je compte remettre un rapport aux syndicats et à la direction ainsi qu'aux principaux fonctionnaires de la côte, afin qu'ils puissent travailler ensemble à remettre de l'ordre dans cette situation regrettable.

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE TRANSPORT DE GAZ INNERVANTS D'OKINAWA AUX ÉTATS-UNIS

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? La semaine dernière, je l'ai interrogé au sujet du transfert de gaz innervants d'Okinawa aux États-Unis, via le détroit de Juan de Fuca. Le ministre a dit alors, en dehors de la Chambre je crois, que ses fonctionnaires avaient présenté des instances au gouvernement des États-Unis sur la possibilité de l'acheminer sans passer par le détroit Juan de Fuca. Je voudrais demander en premier lieu au ministre s'il a reçu une réponse à ces instances et, en l'occurrence,